

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

17 MAI 1989

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 59ter de la Constitution

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
REVISION DE LA CONSTITUTION, DES
REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU
REGLEMENT DES CONFLITS (1)

PAR M. GEHLEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré deux réunions à l'examen de cette proposition du Gouvernement, à savoir les 2 et 9 mai 1989.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Breyne,
Hermans, Moors, Uytten-
daele, Van Rompu.

P.S. MM. Charlier (G.), De Raet,
Eerdekins, Happart, Mot-
tard, Mme Onkelinx.

S.P. MM. Galle, Vandebroucke,
Vanvelthoven, N.

P.V.V. MM. Cortois, Denys, Mme
Neyts-Uyttebroeck.

P.R.L. MM. Defraigne, Ducarme,
Gol.

P.S.C. MM. Antoine, Gehlen.
V.U. MM. Anciaux, Coveliens.

Ecolo/ M. Simons.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Bosmans (F.), Bos-
mans (J.), Dhoore, Mme Merckx-
Van Goey, MM. Van Parys, Van
Peel.

MM. Biefnot, Cools, Di Rupo, Féaux,
Majeur, Tomas, N.

M. Baldewijns, Mme Duroi-Van-
helmont, MM. Hancké, Laridon, N.
MM. Beysen, De Croo, Flamant,
Verhofstadt.

MM. De Decker, de Donnéa, Kubla,
Michel (L.).

MM. Laurent, Lebrun, Michel (J.).

MM. Candries, Gabriëls, Van
Grembergen.

M. Geysels, Mme Vogels.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Breyne,
Hermans, Moors, Uytten-
daele, Van Rompu.

P.S. HH. Charlier (G.), De Raet,
Eerdekins, Happart, Mot-
tard, Mevr. Onkelinx.

S.P. HH. Galle, Vandebroucke,
Vanvelthoven, N.

P.V.V. HH. Cortois, Denys, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck.

P.R.L. HH. Defraigne, Ducarme,
Gol.

P.S.C. HH. Antoine, Gehlen.
V.U. HH. Anciaux, Coveliens.

Ecolo/ H. Simons.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Bosmans (F.), Bos-
mans (J.), Dhoore, Mevr. Merckx-
Van Goey, HH. Van Parys, Van Peel.

HH. Biefnot, Cools, Di Rupo, Féaux,
Majeur, Tomas, N.

H. Baldewijns, Mevr. Duroi-Van-
helmont, HH. Hancké, Laridon, N.
HH. Beysen, De Croo, Flamant,
Verhofstadt.

HH. De Decker, de Donnéa, Kubla,
Michel (L.).

HH. Laurent, Lebrun, Michel (J.).

HH. Candries, Gabriëls, Van Grem-
bergen.

H. Geysels, Mevr. Vogels.

Zie :

10 / 59t - 778 - 88 / 89 :

— N° 1 : Proposition du Gouvernement.

— N° 1 : Voorstel van de Regering.

I. — EXPOSÉ DU SECRÉTAIRE D'ETAT AUX RÉFORMES INSTITUTIONNELLES ET AUX P.M.E.

« La proposition de révision de l'article 59ter de la Constitution déposée par le Gouvernement vise à faire avancer la Communauté germanophone au même rythme que la Communauté flamande et la Communauté française, dont les compétences ont été considérablement élargies suite à la modification de l'article 59bis de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980.

Dans le passé, le Parlement et le Gouvernement ont toujours mis un point d'honneur à accorder à la Communauté germanophone une autonomie équivalente à celle des deux autres Communautés. La plus petite minorité linguistique de ce pays est à juste titre reconnue comme un partenaire à part entière dans les structures de la Belgique.

1. Historique de la création de la Communauté germanophone

Le Secrétaire d'Etat esquisse brièvement l'histoire des différentes phases de l'évolution de ce qui était initialement la Communauté culturelle allemande et est devenue ultérieurement la Communauté germanophone.

a) Sur le plan institutionnel, l'histoire de la Communauté germanophone en Belgique débute par la révision constitutionnelle de 1970. L'article 3bis « constitutionalise » la région linguistique allemande qui a déjà été instituée par la loi du 2 août 1963. L'article 3ter reconnaît la Communauté culturelle allemande. L'article 59ter crée le Conseil de cette Communauté. Le statut de la Communauté culturelle allemande est précisé par la loi du 10 juillet 1973. Comme les Communautés culturelles flamande et française, elle jouit de la compétence en matière culturelle, d'une compétence — quoique restreinte — en matière d'enseignement et de la compétence en matière de coopération entre les communautés culturelles et en matière de coopération culturelle internationale. Toutefois, à cette époque, le Conseil ne dispose d'aucun pouvoir décretal. Il doit se contenter d'une compétence consultative et réglementaire. Néanmoins, après la phase de transition, le Conseil est constitué de membres directement élus. Les premières élections pour les vingt-cinq membres du Conseil de la Communauté germanophone ont lieu le 10 mars 1974. Le pouvoir exécutif est exercé par le Gouvernement National, et notamment de 1974 à 1981 par les deux ministres nationaux de la culture et de 1981 à fin janvier 1984 par le Premier Ministre.

I. — INLEIDING VAN DE STAATS- SECRETARIS VOOR INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN VOOR DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN

« Het voorstel van de Regering tot herziening van artikel 59ter van de Grondwet wil het statuut van de Duitstalige Gemeenschap gelijke tred laten houden met dat van de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap, waarvan de bevoegdheden immers aanzienlijk werden verruimd door de wijziging van artikel 59bis van de Grondwet en van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In het verleden hebben het Parlement en de Regering het als een erezaak beschouwd om aan de Duitstalige Gemeenschap een autonomie te verlenen die gelijkwaardig is aan die van de twee overige Gemeenschappen. De kleinste taalminderheid van dit land wordt in de structuren van België terecht als een volwaardige partner erkend.

1. Wordingsgeschiedenis van de Duitstalige Gemeenschap

De Staatssecretaris schetst in het kort de geschiedenis van de verschillende fasen in de ontwikkeling van wat eerst de Duitstalige Cultuurgemeenschap was en later de Duitstalige Gemeenschap werd.

a) Op het institutionele vlak begint de geschiedenis van de Duitstalige Gemeenschap in België met de herziening van de Grondwet in 1970. Artikel 3bis « constitutionaliseert » het Duitse taalgebied dat reeds bij wet van 2 augustus 1963 was vastgelegd. Artikel 3ter erkent de Duitse Cultuurgemeenschap. Artikel 59ter richt de « Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap » op. In de wet van 10 juli 1973 wordt het statuut van de Duitstalige Cultuurgemeenschap nader uitgewerkt. Ze beschikt zoals de Nederlandse en de Franse Cultuurgemeenschap over de bevoegdheid inzake culturele aangelegenheden, over een —weliswaar beperkte — bevoegdheid inzake onderwijs en over de bevoegdheid inzake samenwerking tussen de cultuurgemeenschappen en inzake internationale culturele samenwerking. Vooralsnog krijgt de Raad echter geen decreterende bevoegdheid. Hij dient zich tevreden te stellen met een adviserende en reglementaire bevoegdheid. De raad wordt echter — na een overgangsfase — samengesteld uit rechtstreeks verkozen leden. De eerste verkiezing van de vijfentwintig leden van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap had plaats op 10 maart 1974. De uitvoerende macht berust bij de Nationale Regering, meer bepaald in de periode 1974 tot 1981 bij de twee nationale ministers van cultuur en vanaf 1981 tot eind januari 1984 bij de Eerste Minister.

Dès lors, au cours de la première phase, l'intensité de l'autonomie de la Communauté culturelle allemande est différente de celle des deux autres Communautés culturelles sur deux points : d'une part, le Conseil ne jouit pas d'un pouvoir décretal, d'autre part, il dispose d'une légitimité démocratique propre.

b) Une seconde phase dans le développement de l'autonomie résulte de la révision de l'article 59bis de la Constitution et de l'adoption de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Pour accorder le système en vigueur pour la Communauté germanophone avec celui des deux autres Communautés, l'article 59ter de la Constitution est modifié en date du 1^{er} juin 1983, et la loi relative à la Communauté germanophone est promulguée le 31 décembre 1983. Dorénavant la Communauté germanophone est également compétente pour les matières personnalisables, en ce compris la coopération entre les Communautés et la coopération internationale en la matière.

Un élément très important réside dans l'attribution d'un pouvoir décretal au Conseil. De ce fait, l'autonomie de la Communauté germanophone est totalement équivalente à celle des Communautés flamande et française. Toutes les « compétences accessoires » sont également attribuées, et notamment sur le plan de l'infrastructure, de la création des services décentralisés, des institutions et entreprises, de la prise de participations en capital, des pouvoirs implicites, de l'établissement des peines punissant les manquements aux décrets du Conseil, du transfert des biens meubles et immeubles, tant du domaine public que du domaine privé, de la compétence budgétaire, de l'assentiment aux traités relatifs aux matières culturelles et personnalisables.

Toutefois, aucune compétence régionale n'est attribuée à la Communauté germanophone. L'article 59ter, § 3, de la Constitution prévoit néanmoins que, sur proposition de leur exécutif respectif, le Conseil de la Communauté germanophone et le Conseil régional wallon peuvent par décret décider de commun accord que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté germanophone exercent, dans la région de langue allemande, en tout ou en partie des compétences de la région wallonne.

Le Conseil est toujours constitué de membres directement élus. Les premières élections après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ont lieu le 26 octobre 1986. Un Exécutif, composé de trois membres élus par le Conseil, exerce le pouvoir exécutif dans la Communauté germanophone.

En 1985, le Premier Ministre déclare, à juste titre : « La Communauté germanophone en Belgique a su assimiler ses nouvelles structures d'une matière extrêmement harmonieuse. Actuellement, elle constitue un phénomène unique en Europe : avec ses 62 000 citoyens, elle dispose de pouvoirs énormes sur le plan culturel, au niveau de l'enseignement et dans les matières personnalisables. »

In die eerste fase verschilt de betekenis van de autonomie van de Duitstalige Cultuurgemeenschap bijgevolg op twee punten van die van de andere twee Cultuurgemeenschappen : enerzijds mist de Raad decreterende bevoegdheid, anderzijds heeft hij een eigen democratische legitimiteit.

b) De tweede fase in de uitbouw van de autonomie begint na de herziening van artikel 59bis van de Grondwet en na de goedkeuring van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Om het vigerende systeem voor de Duitstalige Gemeenschap in overeenstemming te brengen met dat van de twee overige Gemeenschappen, wordt op 1 juni 1983 artikel 59ter van de Grondwet gewijzigd en wordt op 31 december 1983 de wet op de Duitstalige Gemeenschap uitgevaardigd. De Duitstalige Gemeenschap is voortaan ook bevoegd inzake persoonsgebonden aangelegenheden, met inbegrip van de samenwerking tussen de Gemeenschappen en de internationale samenwerking ter zake.

Erg belangrijk is de toekenning van decreterende bevoegdheid aan de Raad. De autonomie van de Duitstalige Gemeenschap wordt daardoor volkomen gelijkwaardig aan die van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap. Ook alle « accessoire bevoegdheden » worden toegekend, met name op het vlak van de infrastructuur, het oprichten van gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen en het nemen van participaties, de impliciete bevoegdheden, de strafbaarstelling van de niet-naleving van de decreten van de Raad, de overdracht van roerende en onroerende goederen, zowel van het openbaar als van het privaat domein, de begrotingsbevoegdheid, het aangaan van leningen en de instemming met verdragen inzake culturele en persoonsgebonden aangelegenheden.

Aan de Duitstalige Gemeenschap worden weliswaar geen gewestelijke bevoegdheden toegekend. Toch wordt in artikel 59ter, § 3, van de Grondwet de mogelijkheid gecreëerd dat de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de Waalse Gewestraad op voorstel van hun Executieven, in onderlinge overeenstemming, elk bij decreet beslissen dat de Raad en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap in het Duitse taalgebied geheel of gedeeltelijk bevoegdheden van het Waalse Gewest uitoefenen.

De Raad blijft nog steeds bestaan uit rechtstreeks verkozen leden. De eerste verkiezingen na het van kracht worden van de nieuwe wet hebben plaats op 26 oktober 1986. Een Executieve bestaand uit drie door de Raad verkozen leden, oefent de uitvoerende macht in de Duitstalige Gemeenschap uit.

In 1985 verklaart de Eerste Minister terecht : « De Duitstalige Gemeenschap in België heeft haar nieuwe structuren op bijzonder harmonische wijze verwerkt. Ze vormt thans een uniek feit in Europa : met haar 62 000 burgers beschikt ze over zeer aanzienlijke bevoegdheden op cultureel terrein, op onderwijsgebied en inzake persoonsgebonden materies ».

2. Objet de la proposition de révision de l'article 59ter

La proposition de révision de l'article 59ter vise à réaliser la troisième phase du développement de l'autonomie de la Communauté germanophone. Une fois de plus, elle suit le rythme du développement de l'autonomie des Communautés flamande et française. Les compétences des Communautés ont été élargies par la modification de l'article 59bis de la Constitution en date du 15 juillet 1988 et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en date du 8 août 1988. En outre, le système de financement des Communautés et Régions a été considérablement modifié par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Etant donné que le statut de la Communauté germanophone, par la technique de référence, est en grande partie basé sur celui de la Communauté flamande et de la Communauté française, ses compétences se sont déjà considérablement et automatiquement élargies. Ceci vaut entre autres pour l'enseignement : à l'exception de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire, des conditions minimales pour la délivrance des diplômes et du régime des pensions, la Communauté germanophone est actuellement — depuis le 1^{er} janvier 1989 — compétente en matière d'enseignement. Elle est également compétente en matière de publicité commerciale à la radio et à la télévision et en ce qui concerne le soutien à la presse écrite.

Toutefois, un certain nombre de modifications de l'article 59ter de la Constitution et de la loi du 31 décembre 1983, s'impose afin de poursuivre la réalisation de l'équivalence.

1. Il est indispensable d'attribuer également à la Communauté germanophone le pouvoir de conclure des traités dans les matières faisant partie de sa compétence. Pour ce faire, le Gouvernement propose une modification de l'article 59ter, § 2, 1^{er} alinéa, 4^e, de la Constitution. Tant la coopération entre les Communautés que la coopération internationale pourra dorénavant se rapporter à l'ensemble des matières visées à l'article 59ter, § 2, 1^{er} alinéa, et notamment la culture, l'enseignement et les matières personnalisables. L'article 59ter, § 2, alinéa 3, de la Constitution précisera, suivant la proposition du Gouvernement, que la loi arrête « les modalités de conclusion des traités ».

2. Alors que l'article 59ter, § 6 de la Constitution ne prévoit actuellement qu'un crédit global fixé par la loi comme source de financement pour la Communauté germanophone, le Gouvernement propose que le nouvel article 59ter, § 6 de la Constitution, comme l'article 59bis, § 6 de la Constitution, stipule qu'une loi fixe le système de financement de la Communauté et que le Conseil règle par décret l'affectation de ses recettes. Un système de financement diversifié pourrait ultérieurement être fixé par la loi, sur base de cette nouvelle disposition. Ce système devra également être

2. Doel van het voorstel tot herziening van artikel 59ter

Het voorstel tot herziening van artikel 59ter heeft tot doel de derde fase van de uitbouw van de autonomie van de Duitstalige Gemeenschap tot stand te brengen. Andermaal volgt zij het tempo van de uitbouw van de autonomie van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap. Door de wijziging van artikel 59bis van de Grondwet op 15 juli 1988 en van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen op 8 augustus 1988, werden de bevoegdheden van de Gemeenschappen uitgebreid. Daarenboven werd het stelsel van de financiering van Gemeenschappen en Gewesten aanzienlijk gewijzigd door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Aangezien het statuut van de Duitstalige Gemeenschap, door de techniek van verwijzing, in grote mate geënt is op dat van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap, werd haar bevoegdheid automatisch reeds aanzienlijk verruimd. Dit geldt onder meer inzake het onderwijs : met uitzondering van de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht, de minimumvoorraarden voor het uitreiken van diploma's en de pensioenregeling, is de Duitstalige Gemeenschap thans — vanaf 1 januari 1989 — bevoegd inzake onderwijs. Ze is ook bevoegd inzake handelsreclame op radio en televisie en inzake hulp aan de schrijvende pers.

Toch blijven een aantal wijzigingen van artikel 59ter van de Grondwet en van de wet van 31 december 1983 vereist om de gelijkwaardigheid verder tot stand te brengen.

1. Ook aan de Duitstalige Gemeenschap dient de bevoegdheid te worden toegekend om verdragen te sluiten in de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd is. De Regering stelt daartoe een wijziging van artikel 59ter, § 2, eerste lid, 4^e, van de Grondwet voor. Zowel de samenwerking tussen de Gemeenschappen als de internationale samenwerking zullen voortaan betrekking kunnen hebben op het geheel van de in artikel 59ter, § 2, eerste lid, vermelde aangelegenheden, met name de cultuur, het onderwijs en de persoonsgebonden aangelegenheden. In artikel 59ter, § 2, derde lid van de Grondwet zal, volgens het voorstel van de Regering, worden gepreciseerd dat de wet « de wijze waarop de verdragen worden gesloten » zal bepalen.

2. Terwijl artikel 59ter, § 6, van de Grondwet thans slechts voorziet in een door de wet bepaald krediet als financieringsbron voor de Duitstalige Gemeenschap, stelt de Regering voor dat het nieuwe artikel 59ter, § 6, van de Grondwet — zoals artikel 59bis, § 6, van de Grondwet — zou bepalen dat een wet het financieringsstelsel voor de Duitstalige Gemeenschap vaststelt en dat de Raad de bestemming van de ontvangsten bij decreet regelt. Op grond van deze nieuwe bepaling zal later een gediversifieerd financieringsstelsel bij wet kunnen worden vastgelegd. Dat zal eveneens geba-

fondé sur des principes de responsabilité et de solidarité financière. Tant des recettes non-fiscales qu'un crédit à charge du budget national que des parties attribuées du produit de la redevance radio et télévision et des emprunts pourront couvrir les besoins financiers de la Communauté germanophone, suivant le projet que le Gouvernement se propose de déposer bientôt.

La disposition transitoire de l'article 59ter actuel de la Constitution n'a plus d'objet et peut dès lors être abrogée.

3. Les différences fondamentales entre la Communauté germanophone et les autres Communautés

L'équivalence du statut de la Communauté germanophone sera ainsi à nouveau réalisée, du moins au niveau de la Constitution. Toutefois, équivalence ne signifie pas égalité totale.

Des différences fondamentales subsistent sur trois plans.

1. Comme en 1973 et 1983, le Gouvernement considère à nouveau que, contrairement à la Communauté flamande et à la Communauté française, il ne convient pas qu'une loi adoptée par la majorité « spéciale », règle les compétences, les institutions et le système de financement pour la Communauté germanophone. A bref délai, le Gouvernement déposera un projet de loi ordinaire modifiant la loi ordinaire du 31 décembre 1983. Le Gouvernement considère en effet, comme en 1983, qu'une majorité ordinaire peut suffire. La majorité spéciale prévue par l'article 1^{er}, dernier alinéa de la Constitution a en effet pour but de protéger l'autonomie des deux grandes Communautés : leur statut ne peut être modifié sans le consentement de la majorité de chacun des groupes linguistiques du Parlement national. Cette majorité « spéciale » qualifiée du point de vue linguistique, ne peut avoir la même signification pour la Communauté germanophone. Elle ne tend en effet pas à assurer la participation des membres d'expression allemande du Parlement dans le développement et la modification de l'autonomie de la Communauté germanophone. Cette participation est organisée par l'article 78, premier alinéa, 2^o de la loi du 31 décembre 1983 qui prévoit que les avant-projets de lois modifiant la présente loi seront soumis à l'avis motivé du Conseil. Tel sera bien entendu également le cas pour le projet que le Gouvernement se propose de déposer.

2. Une seconde différence importante réside dans le fait que les membres du Conseil de la Communauté germanophone, ainsi que ceux du futur Conseil de la Région Bruxelles-Capitale, sont directement élus. Contrairement aux membres du Conseil flamand et du

seerd dienen te zijn op de beginselen van financiële verantwoordelijkheid en solidariteit. Zowel niet-fiscale ontvangsten, als een krediet ten laste van de Rijksbegroting, als toegewezen gedeelten van de opbrengst van het kijk- en luistergeld en verder ook leningen zullen de financieringsbehoeften van de Duitstalige Gemeenschap kunnen dekken, volgens het ontwerp dat de Regering zich voorneemt weldra in te dienen.

De overgangsbepaling bij het huidige artikel 59ter van de Grondwet heeft geen zin meer en kan daarom worden opgeheven.

3. Fundamentele verschillen tussen de Duitstalige Gemeenschap en de overige Gemeenschappen

De gelijkwaardigheid van het statuut van de Duitstalige Gemeenschap zal aldus opnieuw zijn verwezenlijkt, althans op het niveau van de Grondwet. Gelijkwaardigheid betekent echter niet volkomen gelijkheid.

Wat drie aspecten betreft, blijven er fundamentele verschillen bestaan.

1. Zoals in 1973 en in 1983 is de Regering ook thans van oordeel dat het — anders dan voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap — niet aangewezen is dat een wet aangenomen met een « bijzondere » meerderheid, de bevoegdheden, de instellingen en het financieringssysteem voor de Duitstalige Gemeenschap zou regelen. De Regering zal eerlang een ontwerp van gewone wet indienen tot wijziging van de gewone wet van 31 december 1983. De Regering is immers, zoals in 1983, van oordeel dat een gewone meerderheid kan volstaan. De bijzondere meerderheid van artikel 1, laatste lid, van de Grondwet is immers bedoeld om de autonomie van de twee grote Gemeenschappen te beschermen : hun statuut kan niet worden gewijzigd zonder de instemming van de meerderheid in elke taalgroep van het nationale Parlement. Voor de Duitstalige parlementsleden bij de uitbouw of de wijziging van de autonomie van de Duitstalige Gemeenschap kan deze taalkundig gekwalificeerde « bijzondere » meerderheid echter niet dezelfde betekenis hebben. Ze strekt er immers niet toe de medezeggenschap van de Duitstalige parlementsleden bij de uitbouw of de wijziging van de autonomie van de Duitstalige Gemeenschap te verzekeren. Deze medezeggenschap wordt wel georganiseerd in artikel 78, eerste lid, 2^o van de wet van 31 december 1983. Daarin is bepaald dat de voorontwerpen van wetten tot wijziging van deze wet, aan het met redenen omkleed advies van de Raad zullen worden voorgelegd. Dat zal dan uiteraard ook gebeuren met het ontwerp dat de Regering zich voorneemt in te dienen.

2. Een tweede belangrijk verschil blijft dat de leden van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, zoals die van de toekomstige Brusselse Hoofdstedelijke Raad, rechtstreeks verkozen worden. Anders dan de leden van de Vlaamse Raad en de Franse Ge-

Conseil de la Communauté française, ils n'exercent pas un double mandat forcé. Le Gouvernement confirme que le problème du double mandat sera à l'ordre du jour, tout comme la réforme du Sénat, lors de la troisième phase des réformes institutionnelles.

En outre, le Gouvernement est déjà en mesure d'annoncer que le projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 sur la Communauté germanophone, autorisera les membres de l'enseignement communautaire à faire partie du Conseil et de l'Exécutif de la Communauté germanophone. La raison est évidente. A partir du 1^{er} janvier 1989, l'enseignement de l'Etat est devenu l'enseignement communautaire, également pour les germanophones. Plusieurs membres du Conseil actuel font partie de cet enseignement communautaire. Contrairement aux membres du Conseil flamand et du Conseil de la Communauté française, il n'existe pas, pour les membres du Conseil de la Communauté germanophone, un choix réel entre l'affiliation au Conseil et leur fonction dans l'Enseignement communautaire, compte tenu de l'indemnité plutôt réduite qu'ils perçoivent en leur qualité de membre du Conseil. Il convient dès lors de supprimer l'incompatibilité existante entre le fait d'être membre du Conseil et d'avoir une fonction au sein de l'enseignement.

3. Enfin, une troisième différence importante consiste dans le fait que, suivant la proposition du Gouvernement, la Communauté germanophone ne disposerà, même pas dans l'avenir, de pouvoirs en matière d'emploi des langues. Ce n'est toutefois qu'en apparence que la Communauté germanophone dispose de moins de compétences que les Communautés flamande et française. Celles-ci ne sont pas non plus compétentes en matière d'emploi des langues dans les « communes à facilités » : les « communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés. » (art. 59bis, § 4, alinéa 2).

Les communes faisant partie de la région de langue allemande sont, en vertu de l'article 3, 2^o, de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et en vertu de l'article 8, 1^o, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, dotées d'un régime spécial en vue de « la protection de leurs minorités ». Le Gouvernement estime dès lors qu'il est logique que le législateur national y reste compétent en matière d'emploi des langues. Depuis la réforme constitutionnelle du 15 juillet 1988, la législation nationale relative à l'emploi des langues en matière administrative dans ces communes ne peut d'ailleurs être modifiée que par une loi adoptée par la « majorité communautaire spéciale ».

En vue de l'exercice cohérent de la nouvelle compétence en matière d'enseignement, le Gouvernement considère qu'il serait souhaitable de faire participer la Communauté germanophone — plus qu'avant — à l'exercice du pouvoir national en matière d'emploi des langues dans l'enseignement.

meenschapsraad, oefenen zij niet een gedwongen dubbelmandaat uit. De Regering bevestigt dat het probleem van het dubbelmandaat in de derde fase van de Staatshervorming, samen met de hervorming van de Senaat, aan de orde zal zijn.

De Regering kan daarenboven nu reeds aankondigen dat het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 31 december 1983 op de Duitstalige Gemeenschap het mogelijk zal maken dat leden van het Gemeenschapsonderwijs blijven deel uitmaken van de Raad en van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap. De ratio hiervan is duidelijk. Vanaf 1 januari 1989 is het Rijksonderwijs, ook voor de Duitstaligen, Gemeenschapsonderwijs geworden. Verschillende leden van de huidige Raad maken deel uit van dit Gemeenschapsonderwijs. Anders dan voor de leden van de Vlaamse Raad en de Franse Gemeenschapsraad bestaat er voor de leden van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap echter geen reële keuze tussen het lidmaatschap van de Raad en hun betrekking in het Gemeenschapsonderwijs, gezien de geringe vergoeding die zij als lid van de Raad ontvangen. Het is dan ook nodig de onverenigbaarheid die er bestaat tussen het lidmaatschap van de Raad en een ambt bij de Gemeenschap op te heffen, wat het onderwijs betreft.

3. Een derde belangrijk verschilpunt is ten slotte dat de Duitstalige Gemeenschap, ook in de toekomst, volgens het voorstel van de Regering, niet zal beschikken over bevoegdheden inzake taalgebruik. De Duitstalige Gemeenschap beschikt hier echter slechts schijnbaar over minder bevoegdheden dan de Vlaamse en de Franse Gemeenschap. Ook die hebben immers geen bevoegdheid inzake taalgebruik, in de z.g. « faciliteitengemeenten » : de « gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het taalgebied waarin zij gelegen zijn, voorzcrijft of toelaat » (artikel 59bis, § 4, tweede lid).

De gemeenten uit het Duitse taalgebied hebben op grond van artikel 3, 2^o, van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en op grond van artikel 8, 1^o, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, een bijzondere regeling « ter bescherming van de minderheid ». Volgens de Regering is het dan ook logisch dat de nationale wetgever er bevoegd blijft inzake taalgebruik. Sedert de grondwetsherziening van 15 juli 1988 kan de nationale wetgeving inzake taalgebruik in bestuurszaken in deze gemeenten trouwens slechts worden gewijzigd bij een wet aangenomen met de « bijzondere communautaire meerderheid ».

Met het oog op een coherente uitoefening van de nieuwe bevoegdheid inzake onderwijs, is de Regering echter van oordeel dat het toch wenselijk is de Duitstalige Gemeenschap — meer nog dan voorheen — te betrekken bij de uitoefening van de nationale bevoegdheid inzake het taalgebruik in het onderwijs.

Déjà maintenant, le Conseil de la Communauté germanophone est tenu de donner un avis motivé sur tous les avant-projets de lois et projets d'arrêtés réglementaires qui concernent l'emploi des langues, et qui s'appliquent à la région de langue allemande (art. 78, 1^{er} alinéa, 1^o, loi du 31 décembre 1983). En outre, et pour les établissements situés dans la région de langue allemande, il peut, par arrêté réglementaire, déterminer sous quelles conditions une partie du programme peut, à partir de la troisième année de l'enseignement primaire, être donnée en français ou en allemand. Cet arrêté réglementaire devra être soumis à ratification par la loi (art. 8, L. 30 juillet 1963 relative à l'emploi des langues en matière d'enseignement).

Le Gouvernement ajoutera dans son projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 que la modification des lois nationales et des arrêtés réglementaires en matière d'emploi des langues dans l'enseignement nécessitera un avis conforme du Conseil de la Communauté germanophone.

Pour conclure, le Secrétaire d'Etat souligne que l'échelle de la Communauté germanophone, en surface et en nombre d'habitants, n'est pas comparable à celle de la Communauté flamande ou de la Communauté française. Toutefois, l'on ne peut avoir qu'un avis qualitatif, et non quantitatif, sur la valeur d'une culture et ses espoirs d'autonomie. C'est dès lors à juste titre que le Constituant a reconnu l'équivalence institutionnelle des « Cantons de l'Est ». Il en résulte que les compétences attribuées à la Communauté germanophone sont liées à la dynamique des deux autres Communautés. Pour la Communauté germanophone une nouvelle phase, avec des nouveaux défis, s'annonce. La manière dont elle a, comme la plus petite Communauté de ce pays, exercé son autonomie dans le passé, nous donne beaucoup d'espoir pour l'avenir. »

II. — DISCUSSION

Un membre souligne que la révision de l'article 59ter s'impose suite à la révision, le 15 juillet 1988 de l'article 59bis par laquelle les compétences des deux autres communautés se sont accrues.

Il souhaite toutefois faire deux observations :

1. Depuis le 15 juillet 1988, la Communauté germanophone dispose déjà d'une compétence plus étendue en matière d'enseignement, l'article 59ter se référant à ce propos à l'article 59bis.

La loi du 25 mars 1989 ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année budgétaire 1989 prévoit d'ailleurs que

« sont autorisées à charge des crédits provisoires ouverts par cette loi et durant les six premiers mois de 1989, les dépenses pour compte de l'Exécutif de la

Thans dient de Raad van de Duitstalige Gemeenschap reeds een met redenen omkleed advies uit te brengen over alle voorontwerpen van wet en ontwerpen van reglementaire besluiten betreffende het gebruik der talen, die van toepassing zijn op het Duitse taalgebied (artikel 78, eerste lid, 1^o, van de wet van 31 december 1983). Daarenboven kan hij voor onderwijsinstellingen gevestigd in het Duitse taalgebied bij reglementair besluit bepalen onder welke voorwaarden een gedeelte van het programma vanaf het derde jaar van het lager onderwijs in het Frans of in het Duits kan worden gegeven. Dit reglementair besluit dient wel bij wet te worden bekrachtigd (artikel 8 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs).

In haar ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 31 december 1983 zal de Regering hieraan nog toevoegen dat de wijziging van de nationale wetten en reglementaire besluiten inzake het taalgebruik in het onderwijs een eensluidend advies van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap behoeven.

Tot besluit onderstreept de Staatssecretaris dat de schaal van de Duitstalige Gemeenschap, uitgedrukt in oppervlakte en inwoneraantal, niet vergelijkbaar is met die van de Vlaamse of de Franse Gemeenschap. Over de waarde van een cultuur en van haar hang naar autonomie kan men alleen een kwalitatief en geen kwantitatief oordeel vellen. Terecht heeft de Grondwetgever dan ook de institutionele gelijkwaardigheid van de « Oostkantons » erkend. Vandaar dat de bevoegdheidssfeer van de Duitstalige Gemeenschap wordt gekoppeld aan de dynamiek van de twee andere Gemeenschappen. Voor de Duitstalige Gemeenschap breekt een nieuwe fase met nieuwe uitdagingen aan. De wijze waarop zij als kleinste Gemeenschap in dit land haar autonomie in het verleden verwerkt, vervult ons met hoop voor de toekomst. »

II. — BESPREKING

Een lid onderstreept dat artikel 59ter moet worden herzien ingevolge de op 15 juli 1988 doorgevoerde herziening van artikel 59bis, waardoor de bevoegdheden van de andere twee Gemeenschappen werden uitgebreid.

Hij wil in dat verband evenwel twee opmerkingen maken :

1. Sinds 15 juli 1988 beschikt de Duitstalige Gemeenschap reeds over meer bevoegdheden inzake onderwijs, want artikel 59ter verwijst in dat verband naar artikel 59bis.

Artikel 9 van de wet van 25 maart 1989 waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de maanden april, mei en juni van het begrotingsjaar 1989, bepaalt trouwens :

« Machtiging wordt verleend ten laste van de bij deze wet verleende voorlopige kredieten tijdens de eerste zes maanden van 1989, de uitgaven te verrichten

Communauté germanophone relatives à l'enseignement qui relève de la compétence de cette Communauté en vertu de l'article 59ter, § 2, 3^e, de la Constitution » (article 9).

Après le mois de juin, de nouveaux crédits provisoires seront-ils votés pour le financement de l'enseignement dans la Communauté germanophone et ce jusqu'à l'adoption d'une loi de financement ?

2. Depuis l'adoption de la loi spéciale du 8 août 1988, la compétence relative aux monuments et aux sites appartient aux Régions et non plus aux Communautés. La Communauté germanophone regrette ce transfert de compétence, les monuments et sites ayant par nature un caractère culturel.

L'article 59ter, § 3, prévoit toutefois que le conseil de la Communauté germanophone et le conseil régional wallon peuvent décider de commun accord par décrets que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté germanophone exercent, dans la région de langue allemande, en tout ou en partie, des compétences de la Région wallonne.

L'intervenant souhaite qu'un tel transfert puisse rapidement être décidé pour la compétence relative aux monuments et aux sites.

En ce qui concerne le financement, le Secrétaire d'Etat aux réformes institutionnelles et aux petites et moyennes entreprises souligne que l'article 59ter, § 6, de la Constitution est libellé comme suit :

« La loi fixe le crédit global qui est mis à la disposition du Conseil qui en règle l'affectation par décret ».

L'article 59ter, § 6 Const. (*nouveau*) serait libellé ainsi : « Une loi détermine le système de financement de la Communauté germanophone. Le Conseil règle l'affectation des ressources par décret ».

Le système de financement de la loi du 31 décembre 1983 (titre V, art. 56 à 60) n'est pas abrogé par cet article constitutionnel. Il y a compatibilité, de sorte qu'il peut être considéré, comme le système de financement actuel sous le nouvel article constitutionnel, et ce dans l'attente de la nouvelle loi.

Cependant, afin de permettre à la Communauté germanophone d'exercer également ses nouvelles compétences, le Parlement a, dans la loi accordant des crédits provisoires, donné l'autorisation à faire des dépenses pour compte de l'Exécutif de la Communauté germanophone relatives à l'enseignement et ce à charge des crédits provisoires ouverts par cette loi. (art. 9 Loi 29 décembre 1988 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de janvier, février et mars de l'année budgétaire 1989 et art. 9 de loi du 25 mars 1989 jusqu'au mois de juin inclus.)

De nouveaux crédits provisoires devront être votés tant qu'une nouvelle loi de financement n'est pas adoptée.

voor rekening van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, met betrekking tot het onderwijs dat krachtens het artikel 59ter, § 2, 3^e, van de Grondwet tot de bevoegdheid van die Gemeenschap behoort. »

Zullen er na juni andermaal voorlopige kredieten voor de financiering van het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap worden goedgekeurd, totdat een financieringswet is goedgekeurd ?

2. Sinds de goedkeuring van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 behoren de monumenten en landschappen tot de bevoegdheid van de Gewesten en niet langer tot die van de Gemeenschappen. De Duitstalige Gemeenschap betreurt die overdracht van bevoegdheden, omdat monumenten en landschappen *in se* een cultureel karakter hebben.

Artikel 59ter, § 3, bepaalt echter dat de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de Waalse Gewestraad in onderlinge overeenstemming en bij decreet kunnen beslissen dat de Raad en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap in het Duitse taalgebied geheel of gedeeltelijk bevoegdheden van het Waalse Gewest kunnen uitoefenen.

Spreker hoopt dat een dergelijke overdracht van bevoegdheid inzake monumenten en landschappen spoedig tot stand zal komen.

Met betrekking tot de financiering onderstreept de Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen en voor de kleine en middelgrote ondernemingen dat de huidige tekst van artikel 59ter, § 6, van de Grondwet als volgt luidt :

« De wet bepaalt het globaal krediet dat ter beschikking wordt gesteld van de Raad die de bestemming ervan bij decreet bepaalt ».

Het nieuwe artikel 59ter, § 6, van de Grondwet zal luiden als volgt : « Een wet stelt het financieringsstelsel voor de Duitstalige Gemeenschap vast. De Raad regelt de bestemming van de ontvangsten bij decreet ».

De financieringsregeling in de wet van 31 décembre 1983 (titel V, artt. 56 tot 60) wordt niet opgeheven door dit grondwetsartikel. Ze is er verenigbaar mee zodat ze in afwachting van de nieuwe wet ook als het huidige financieringsstelsel onder het nieuwe grondwetsartikel kan worden beschouwd.

Teneinde de Duitstalige Gemeenschap in staat te stellen ook haar nieuwe bevoegdheden uit te oefenen, heeft het Parlement echter in de wet waarbij voorlopige kredieten worden toegekend, machtiging verleend ten laste van de toegekende voorlopige kredieten om de uitgaven te verrichten voor rekening van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot het onderwijs (artikel 9 van de wet van 29 december 1988 waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de maanden januari, februari en maart van het begrotingsjaar 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989) en artikel 9 van de wet van 25 maart 1989 voor de maanden april, mei en juni).

Zolang de nieuwe financieringswet niet is goedgekeurd, zal men een beroep moeten doen op voorlopige kredieten.

Quant à l'exercice de la compétence relative aux monuments et aux sites, le Secrétaire d'Etat rappelle que sous la loi du 8 août 1980, les « monuments et sites » faisaient partie des matières communautaires.

Sur base de la loi spéciale du 8 août 1988, les « monuments et sites » appartiennent actuellement aux matières régionales (art. 6, § 1^{er}, I, 7^o).

Cette matière a été requalifiée par le législateur spécial. Le législateur avait le pouvoir de le faire puisque la Constitution lui laissait la tâche de déterminer les matières culturelles communautaires (art. 59bis, § 2) et les matières régionales (art. 107quater Const.).

Cette requalification avait pour conséquence d'une part que la Région Bruxelloise était compétente pour les « monuments et sites », mais que la Communauté germanophone perdait sa compétence en cette matière.

Cependant, la Constitution permet déjà que le Conseil de la Communauté germanophone et le Conseil régional wallon décident, sur proposition de leur exécutif respectif, que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté germanophone exercent, dans la région de langue allemande, la compétence en matière de monuments et sites (art. 59ter, § 3 Const.).

En outre, il sera prévu, dans le projet de modification de la loi du 31 décembre 1983, la possibilité de conclure des accords de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone. A cet effet, l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 sera déclaré d'application conforme.

Sans vouloir s'immiscer dans l'autonomie de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, le Gouvernement considère que le texte actuel de l'article 59ter de la Constitution suffit pour établir un règlement en matière de monuments et sites satisfaisant chacun .

III. — VOTE

La proposition de révision de l'article 59ter est adoptée à l'unanimité.

Le Rapporteur,

A. GEHLEN

Le Président,

CH.-F. NOTHOMB

Met betrekking tot de uitoefening van de bevoegdheid inzake monumenten en landschappen, herinnert de Staatssecretaris eraan dat de « monumenten en landschappen » overeenkomstig de wet van 8 augustus 1980 tot de gemeenschapsaangelegenheden behoorden.

Op grond van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 behoren de « monumenten en landschappen » thans echter tot de gewestelijke aangelegenheden (artikel 6, § 1, I, 7^o).

Deze aangelegenheid werd door de bijzondere wet geherkwalificeerd. De bijzondere wetgever kon dit uiteraard aangezien de Grondwet het aan hem overlaat te bepalen welke de culturele gemeenschapsaangelegenheden (artikel 59bis, § 2) en welke de gewestelijke aangelegenheden (artikel 107quater van de Grondwet) zijn.

De herkwalificatie had tot gevolg dat enerzijds het Brussels Gewest bevoegd werd voor monumenten en landschappen, doch dat de Duitstalige Gemeenschap haar bevoegdheid ter zake verloor.

De Grondwet maakt het echter thans reeds mogelijk dat de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en de Waalse Gewestraad, op voorstel van hun Executieven, beslissen dat de Raad en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap in het Duitse taalgebied de bevoegdheid inzake monumenten en landschappen « uitvoeren » (artikel 59ter, § 3, van de Grondwet).

Daarenboven zal in het ontwerp tot wijziging van de wet van 31 december 1983 de mogelijkheid gecreëerd worden om samenwerkingsakkoorden te sluiten tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. Daartoe zal artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van overeenkomstige toepassing worden verklaard.

Zonder zich te willen mengen in de autonomie van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, is de Regering van oordeel dat de huidige tekst van artikel 59ter van de Grondwet volstaat om inzake monumenten en landschappen een regeling uit te werken die eenieder kan bevredigen.

III. — STEMMING

Het voorstel tot herziening van artikel 59ter wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

De Voorzitter,

A. GEHLEN

CH.-F. NOTHOMB